

impérialisme et mode de production capitaliste*

CHRISTIAN PALLOIX

1 – Qu'est-ce que l'impérialisme ?

Face à cette question, la tentation est grande de se couvrir de l'autorité de Lénine et d'avancer les termes de sa réponse : « S'il était nécessaire de définir aussi brièvement que possible l'impérialisme, il faudrait dire que l'impérialisme est le stade monopoleur du capitalisme » (2)

ou

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes » (3).

Accepter ces définitions signifie que l'on lie l'impérialisme à un stade particulier du mode de production capitaliste (4), le stade monopoliste et lui seul. Pour notre part, si nous sommes prêts à concéder que l'impérialisme croît en intensité dans le capitalisme monopoliste, nous n'en considérons pas moins que l'impérialisme est inhérent au M.P.C., quel que soit le stade atteint par ce mode de production ; cette proposition, nous aurons l'occasion de la justifier par la suite.

Toute démarche théorique de l'étude de l'impérialisme doit nécessairement prendre en compte l'étude du M.P.C., dont les caractéristiques impliquent deux phénomènes principaux de domination de nations spécifiques, que l'on appelle aujourd'hui les pays sous-développés ou le tiers-monde, domination politique et domination économique. *Ce sont ces phénomènes de domination que recouvre le terme d'impérialisme, l'exploitation n'étant que la conséquence du mécanisme de domination.* Notre attention doit se centrer sur les éléments caractéristiques du M.P.C., conduisant à ces phénomènes, afin d'avoir une vision claire des mécanismes de domination et de leurs conséquences.

(*) Cet article constitue le prolongement d'une recherche menée sur le lien entre commerce extérieur et croissance, qui doit paraître prochainement aux éditions François Maspero sous le titre : « Capitalisme, monopolisme, socialisme et commerce extérieur ».

Ignorer la cohérence du mode de production capitaliste, c'est avancer vers des voies explicatives déformantes, en fonction de deux approches qui sont restées distinctes, une approche politique et une approche économique (5).

a) Une approche politique est celle de Baran et Sweezy (6). Nous rendrons pleinement justice à ces auteurs ultérieurement, en montrant comment la question du mode de génération et d'absorption du surplus est riche de potentialités, mais cette question est occultée à un moment précis de la progression de l'analyse par la seule prise en compte de la manifestation politique de l'impérialisme, sous un aspect évident, la politique d'armement des pays capitalistes industrialisés.

Bien que nous aurons l'occasion de revenir sur la thèse de Baran et Sweezy, nous prendrons la liberté d'insister immédiatement sur le chapitre 7 de leur livre (*L'absorption du surplus : militarisme et impérialisme*). Dans cette thèse, la domination économique du tiers-monde ne serait que la conséquence d'une domination politique (terme occultant), elle-même exigée par l'impossibilité d'absorber le surplus dans les pays capitalistes avancés sans l'aménagement de débouchés internes nouveaux, dont l'essentiel est constitué par les dépenses d'armement. Ce sont ces dépenses d'armement qui impliqueraient une domination guerrière du tiers-monde (guerre de Corée, du Vietnam). A la limite, l'exploitation économique du tiers-monde ne serait qu'un corollaire de la domination politique, corollaire non nécessaire.

En logique, ce raisonnement n'est pas soutenable car il serait facile d'y opposer que les dépenses pour la conquête de l'espace seraient capables de se substituer aux dépenses militaires, ce qui mettrait fin aux exigences de la domination politique, donc à son corollaire la domination économique, soit à l'impérialisme lui-même.

b) En contre-partie, l'approche économique est mal dévoilée, saisie à deux niveaux antagonistes, échange de marchandises et exportation de capitaux.

Pour les uns, la non-équivalence des échanges de marchandises, ou détérioration des termes de l'échange sous une appellation déformante, obéirait à la nécessité d'élever le taux de profit capitaliste en obtenant de l'échange international avec le tiers-monde davantage d'heures de travail dans le produit importé que n'en contient le bien exporté. Le surplus prélevé, à travers la non-équivalence, d'un côté assurerait la valorisation du capital des pays capitalistes dans de meilleures conditions que ne le permettraient les seules conditions internes, et de l'autre abaisserait la valeur d'une partie de ce même capital constant (matières premières) et la valeur de la force de travail. Par ces deux processus, le taux de profit s'élèverait.

De plus, l'inégalité des échanges, dans la mesure où ce problème est mal posé, déterminerait le phénomène de sous-développement, car le surplus prélevé ne serait pas disponible pour les besoins de l'industrialisation. Il suffirait alors de rétablir l'équivalence pour échapper au sous-développement.

— Pour les autres, l'exportation des capitaux qui aurait relayé le rôle tenu jusqu'ici par l'échange de marchandises (les auteurs relègueraient la non-équivalence dans l'oubliette du XIX^{ème} siècle, puisque c'est par l'exportation de capitaux qu'ils caractérisent le capitalisme monopoliste conformément à

Lénine) pallierait à la suraccumulation du capital des pays capitalistes avancés (7). Par suite de l'élévation de la composition organique du capital, le taux de profit baisserait, d'où une baisse de l'incitation à investir. Dans la mesure où les capitaux s'exportent dans le tiers-monde avec une composition organique plus faible, on enregistre deux effets :

- l'allègement du système capitaliste en capitaux non investis,
- la dévalorisation du capital, puisque les capitaux investis dans le tiers-monde y assureront le transfert d'activités alourdissant jusqu'alors le fonctionnement du système (activités extractives par exemple).

Les deux thèses nous laissent insatisfaits, non seulement parce qu'elles privilégient un seul aspect de l'impérialisme, la domination économique, mais parce qu'elles demeurent « fragiles » dans leur teneur. Dans les deux cas, la domination économique résulte d'une seule caractéristique du M.P.C., la loi de baisse tendancielle du taux de profit, loi contrecarrée soit par les échanges de marchandises soit par l'exportation de capitaux.

Ces analyses, peu riches de surcroît, se heurtent d'une part à l'impossibilité de vérifier la loi de baisse de taux de profit, d'autre part à une caractéristique nouvelle du M.P.C. dans le stade monopoliste, l'aspect non essentiel aujourd'hui de cette loi. L'impossibilité de vérifier celle-ci dans le fait que, si elle affecterait de manière essentielle le modèle concurrentiel du XIX^{ème} siècle, elle mettrait immédiatement en place un mécanisme de réponse du système au problème posé, mécanisme de réponse dont un des éléments principaux étaient certes le commerce extérieur ; mais celui-ci avait également d'autres fonctions vis-à-vis du mode de production asiatique. Par contre aujourd'hui, le mécanisme de réponse n'est plus essentiel dans le fonctionnement du système, puisque ce mécanisme ne se situe plus au niveau du système, mais dans l'unité monopoliste elle-même, dans les caractères nouveaux de l'innovation monopoliste. Sur ce dernier point, l'analyse de Baran, et Sweezy est fondamentale.

Si nous dressons un constat de carence de l'explication de l'impérialisme ainsi que de ses conséquences sur le plan du tiers-monde en regard des analyses données, nous n'avons pas la prétention de résoudre un tel problème par des voies nouvelles. Un certain nombre de « choses justes » ont été énoncées dans ce bref survol des théories de l'impérialisme (8) ; notre propos n'est que de donner à ces choses justes leur unité théorique, notamment vis-à-vis de l'approche économique. En outre, il nous paraît indispensable que toute approche de l'impérialisme unisse de manière cohérente domination politique et domination économique, sinon elle révèle sa faiblesse.

Nous ne sommes hélas pas parvenus à répondre à cette exigence, même si la domination politique sera traitée dans ce qui suit en incidente.

2 – Impérialisme et mode de production capitaliste

Les mécanismes de la domination économique et politique de l'impérialisme ne peuvent surgir qu'à partir du modèle de fonctionnement du M.P.C. à ses différents stades évolutifs.

A la suite de Nicos Poulantzas (9), on définira le mode de production comme une « matrice » d'articulation d'instances – instance économique, politique, idéologique, sociale... Si l'économique est l'instance déterminante du M.P.C. notamment par le couple de rapports de production – niveau des forces productives, elle n'est pas nécessairement l'instance dominante ; c'est ainsi que Poulantzas substitue, dans ce rôle, à l'économique le politique lors du capitalisme monopoliste. Ce glissement de la dominante, s'il est suggestif, mérite quelques réserves d'appréciation, car l'instance politique, même en admettant avec l'auteur un déplacement dans cette instance de l'idéologique vers la politique économique – soit le rôle tenu par les techniques de planification, ne saurait réaliser la cohérence de l'appareil de production monopoliste ; cela écarterait l'impérialisme comme moyen de cette cohérence, du moins l'impérialisme économique.

S'il est vrai que l'instance politique dans ses rapports avec le tiers-monde est aujourd'hui impérialiste, et d'une manière autre que celle du XIX^{ème} siècle, cela nous semble lier aux caractéristiques de l'instance économique. En fait, c'est au niveau de l'articulation des instances qu'une percée théorique doit se faire jour pour donner sa cohérence à l'impérialisme.

Le problème étant posé, nous avouons que nos bases de réflexion dans ce domaine sont trop minces pour avancer avec sûreté ; un exemple parmi d'autres : une analyse rigoureuse devrait être menée pour distinguer chez Marx d'une part ce qui appartient au M.P.C. en tant qu'unité de celui-ci et ce qui appartient à un stade de ce mode – c'est-à-dire le modèle concurrentiel – et d'autre part le modèle d'articulation des instances du capitalisme concurrentiel. En effet, pour avoir quelque chance de saisir le modèle d'articulation des instances du M.P.C. du stade monopoliste, ces exigences doivent être préalablement satisfaites.

Pourtant, il nous semble possible d'avancer au niveau de l'instance économique, dont la combinaison rapports de production – niveau des forces productives peut s'énoncer comme le problème de la génération et de l'absorption du surplus, dans les termes de Baran et Sweezy. Sous le terme de génération du surplus économique, on entend l'accumulation du capital en fonction de contraintes limitées aux facteurs de production, capital et travail. Par l'absorption du surplus, l'accumulation du capital dépend de la réalisation du surplus ou plus-value, c'est-à-dire de la dimension du marché intérieur.

Le surplus économique, concept controversé, est la plus-value de Marx dans le capitalisme concurrentiel ; mais, nous admettons avec Baran que le surplus n'est plus limité au profit, au sens étroit du terme, dans le capitalisme monopoliste, car il recouvre d'autres éléments, tels que dépenses gouvernementales civiles, dépenses militaires, revenus des travailleurs improductifs, etc, soit $S \text{ PV} \text{ PV}' \text{ PV}'' \dots$ (10). Ce n'est que par commodité que l'on distingue surplus et plus-value, selon les deux phases du M.P.C., car leur contenu est le même, à savoir le surtravail : seule, la dimension de celui-ci s'est modifiée. La controverse sur ces termes nous paraît inutile et non fondée. De même, la critique du surplus comme concept inopérateur doit être rejetée (11), car il ne semble pas que la plus-value, au sens étroit du terme, puisse permettre un progrès de la connaissance théorique.

Si l'on admet que le M.P.C. est un mode évolutif, passant par des stades, il s'ensuit qu'à chaque stade correspond *un* mode de génération et d'absorption du surplus, distinct de celui qui précède ou qui suit ; en conséquence, le contenu de l'impérialisme vis-à-vis du M.P.C. ne peut être considéré comme donné et immuable ; le contenu de la domination économique du tiers-monde, réponse au problème de la génération et de l'absorption du surplus, va épouser les transformations de ce problème. Mais une distinction s'impose entre la réponse au problème posé par le modèle de fonctionnement du M.P.C., et les mécanismes de cette réponse. Alors que le contenu de la réponse impérialiste intéresse directement le M.P.C., les mécanismes mis en place par la réponse se répercutent quant à eux sur le tiers-monde et se manifestent par deux phénomènes, l'inégalité des échanges et l'inégalité croissante des niveaux de développement économique. L'impérialisme est un tout que l'analyse théorique doit englober.

Nous étudierons en premier lieu l'impérialisme comme réponse aux problèmes du mode de génération et d'absorption du surplus économique dans le M.P.C., et en second lieu les mécanismes de cette réponse et leurs répercussions sur le tiers-monde.

I – L'impérialisme économique, solution aux contradictions du mode de production capitaliste.

Le mode de production capitaliste n'est pas un mode pur, en ce sens qu'il n'est pas caractérisé par un modèle de fonctionnement – modèle concurrentiel, modèle monopoliste – qui le représenterait de manière parfaite. Il est dans la réalité un chevauchement de modèles de fonctionnement. Selon que l'un ou l'autre de ces modèles de fonctionnement domineront l'instance économique, le M.P.C. sera dans une phase définie, phase concurrentielle ou monopoliste. Ainsi, le M.P.C. dans sa phase concurrentielle, n'est pas réductible à un modèle concurrentiel, car ce serait ignorer des domaines de l'instance économique tels que sphère précapitaliste ou sphère monopoliste, l'une en voie de disparition, l'autre en voie de création ; mais ces sphères sont imprégnées par le modèle concurrentiel qui assume la cohérence du mode de production. De même, le M.P.C., dans sa phase monopoliste, n'est pas assimilable au modèle monopoliste, car des sphères précapitalistes et concurrentielles subsistent, bien que dominées et guidées par la logique monopoliste.

Par suite, les problèmes du mode de production, s'ils ne sont pas les mêmes suivant l'une ou l'autre phase, et si par conséquent l'impérialisme n'a pas la même signification essentielle, seront susceptibles de présenter certaines similitudes, et cela vis-à-vis de la survie d'un modèle régressif, le modèle concurrentiel par exemple.

A – Mode de production capitaliste à dominante concurrentielle et impérialisme

La dominante concurrentielle, dans le M.P.C., pose un problème essentiel au niveau du modèle de fonctionnement : *comment répondre au défi de la loi de baisse tendancielle du taux de profit par suite du jeu même de la*

concurrence qui oblige les capitalistes à élever la composition organique du capital ?

Disons que les caractéristiques de l'innovation au XIX^{ème} siècle ne permettent pas d'amener directement une négation, car l'innovation est une donnée du modèle, concurrence qui s'impose aux unités de production, et non une donnée propre à celles-ci ; l'unité de production est réceptive à l'innovation par les mécanismes du marché, et uniquement à travers eux.

La négation ne peut donc s'affirmer comme une négation interne du modèle de fonctionnement ; c'est pourquoi la réponse est obtenue par une solution extérieure, l'impérialisme économique. Ce sont les relations avec l'environnement extérieur à la sphère géographique qui assureront, pour la plus grande part, la négation de la loi de baisse tendancielle du taux de profit :

« Pour autant que le commerce extérieur fait baisser le prix soit des éléments du capital constant, soit des subsistances en quoi se convertit le capital véritable, il a pour effet de faire monter le taux de profit en élevant le taux de plus-value et en abaissant la valeur du capital constant » (12).

Une recherche politique, idéologique, sociale sur le XIX^{ème} siècle serait susceptible de fournir une image de cette *marque* de la loi de baisse du taux de profit sur le modèle de fonctionnement au niveau des instances (incertitude du futur par exemple), amenant la réponse politique et économique au problème posé. En contre-partie, le comportement individuel de l'entrepreneur, que l'on assimile à la politique de maximisation du profit, s'insère dans un contexte économique où la négation s'est réalisée. C'est pourquoi, l'entrepreneur individuel ne ressent pas la marque de cette loi qui pourrait freiner ses investissements.

A ne considérer le problème posé qu'au niveau de l'instance économique, en regard de la formule du taux de profit $p' = \frac{PV}{C+v}$, la solution économique se ramène soit à élever la valeur du numérateur (accroissement de la plus-value), soit à abaisser celle du dénominateur (capital constant et capital variable). Ceci exige la domination économique de nations spécifiques, devenues sous-développées, en vue de leur exploitation pour atteindre des résultats.

Même à ce niveau, une question nouvelle surgit : sur quels fondements repose la domination économique dont dépend l'exploitation ? C'est cette question qui est importante, car *c'est de la possibilité effective de dominer économiquement un certain nombre de nations que découle l'exploitation économique de celles-ci.*

1 – Domination économique et M.P.C.

La domination économique du M.P.C. – et l'effet de domination est une de ces intuitions profondes et propres à F. Perroux – s'exerce à travers l'inégalité des niveaux de développement des forces productives. C'est en raison d'une *inégalité intervenant dans le processus de développement de ces forces*, inégalité qui résulte de processus historiques différents, que la nation à haut niveau de développement domine effectivement les autres nations grâce à l'échange international. A partir d'une position supérieure dans l'échelle des

forces productives, les incitations que la nation dominante transmet sur le marché international par l'intermédiaire de la forme « valeur » des marchandises amènent les nations moins développées à accepter l'échange international, et par là, à subir sa domination économique.

Si Adam Smith et David Ricardo ont insisté sur les « avantages » retirés de l'échange international, ces avantages ne sont pas liés à la forme valeur d'échange des marchandises, mais à leur utilité ou valeur d'usage accroissant la satisfaction collective des nations moins développées : ceci constitue l'incitation première à tout échange entre nations à niveaux de développement non identiques (13).

Par contre, dès que l'on s'attache à l'échange, comme échange d'équivalents, dont le commun dénominateur est le travail, il semblerait à priori qu'on ne puisse admettre d'inégalités que les accidentelles. Ce serait ignorer qu'internationalement le niveau des forces productives n'est pas le même — ce que semble désigner le terme de « rapports de production internationaux » chez Marx que nous signale Charles Bettelheim (14) ; en conséquence, le processus de formation de la valeur n'est pas déterminé de la même manière dans chaque nation, et notamment un de ses éléments fondamentaux, *le temps de travail socialement nécessaire* (15).

Si, dans le M.P.C., le temps de travail socialement nécessaire, déterminant à la fois la valeur et l'utilité du travail, indique que 20 heures de travail incorporées dans un quintal de blé s'échangent contre 20 heures de travail matérialisées dans une montre, ceci se ramène à insister sur la *cohérence de l'appareil de production* dans l'allocation des facteurs de production, assurant *les conditions de la reproduction élargie* du capital social. Or, rien n'assure l'équivalence de la valeur travail sur le plan international dès que le niveau des forces productives diffère. En effet, les conditions de la reproduction élargie, elles-mêmes dépendantes du développement des forces productives, n'affectent pas de la même manière la détermination du temps de travail socialement nécessaire dans chaque nation, donc le processus de formation de la valeur.

Aussi, c'est le rapport d'échange du M.P.C., soit l'application du temps de travail socialement nécessaire capitaliste, qui va s'imposer à l'échange international : 1 quintal de blé = 1 montre. Par exemple, dans le cas où la nation moins développée produit 1 montre avec 320 heures de travail et 1 quintal de blé avec 80 heures (1 montre = 4 quintaux de blé), il est bien évident à première vue que cette nation a tout intérêt à échanger, sur le marché international, 1 quintal de blé contre 1 montre. Si on observe qu'internationalement 80 heures de travail du pays moins développé s'échangent contre 20 heures de travail du pays développé, ce qui est important ici c'est que le processus de formation du temps de travail socialement nécessaire dans le pays moins développé est complètement perturbé, et par là les conditions de la reproduction élargie. Non seulement, le surtravail contenu dans le produit blé n'est pas disponible pour le processus de développement, mais c'est l'allocation des facteurs de production pour la reproduction élargie du capital social qui est faussée, donc le processus de formation de la valeur qui va aller en se dégradant.

Il nous faut remarquer que l'équivalence des échanges n'a aucun fondement économique, donc l'idée de juste prix, face à l'inégalité des niveaux de développement économique. La détérioration des termes de l'échange ne recouvre pas le problème de la non-équivalence, mais il caractérise à l'intérieur de celui-ci le phénomène progressif de la dégradation de la valeur.

Pour conclure ce point, la possibilité de dominer économiquement les nations moins développées passe par une altération du développement des forces productives de ces nations à travers le processus de formation de la valeur – et principalement la détermination du temps de travail socialement nécessaire s'inscrivant dans la reproduction élargie du capital social (16) – Cette action dépend d'une inégalité première du niveau de développement de ces forces, inégalité le plus souvent aménagée par le colonialisme, et qui s'amplifie par la suite du fait que le procès de formation de la valeur du M.P.C. occulte celui du pays moins développé. La domination économique du M.P.C. sur les nations moins développées surgit à travers un concept central, que l'analyse théorique n'a point encore investi, le temps de travail socialement nécessaire.

2 – Fonctions de la domination économique vis-à-vis du M.P.C.

La domination économique assure la cohérence du modèle de fonctionnement du M.P.C. dans diverses voies, dont trois sont clairement énoncées par Karl Marx :

- la négation de la loi de baisse tendancielle du taux de profit comme nous l'avons déjà signalée,
- le dynamisme de l'appareil de production, en déplaçant la combinaison des facteurs d'un secteur régressif vers un secteur dynamique, de l'agriculture vers l'industrie par exemple,
- l'impulsion à l'accumulation du capital dans la phase d'industrialisation du M.P.C. en raison du rôle tenu par les débouchés extérieurs.

Du fait que nous avons analysé ces différents points dans notre ouvrage précité, et notamment le premier, nous insisterons sur deux caractéristiques de la domination économique pour le M.P.C., à savoir qu'elle permit une industrialisation à nature impérialiste, et qu'elle affecta la détermination du temps de travail socialement nécessaire du M.P.C. dans un sens plus favorable.

a – Rôle des débouchés extérieurs dans la phase d'industrialisation du M.P.C.

Toute l'analyse néo-classique et contemporaine a masqué le fait que l'industrialisation de la Grande-Bretagne aux XVIIIème et XIXème siècles de type impérialiste, c'est-à-dire reposait sur l'exploitation de nations moins développées. Que l'on nous comprenne bien : ce n'est pas parce qu'elle a été impérialiste que la Grande-Bretagne s'est industrialisée, ce qui ne serait pas admissible ; mais, c'est la nature capitaliste de son mode de production qui l'a amenée à rechercher la solution de l'industrialisation – qui aurait pu être autre – par l'exploitation de pays moins développés qu'elle condamnait au non-développement.

Le modèle d'industrialisation de la Grande-Bretagne au XVIIIème siècle se heurtait au problème de la dimension du surplus agricole interne qui venait limiter la croissance possible du secteur industriel en construction. S'il est possible par un développement socialiste planifié d'échapper à cette relation étroite « surplus agricole – surplus industriel » (17), le modèle capitaliste anglais ne put le faire qu'en recourant aux marchés extérieurs (18).

Nous avons souligné dans le tableau 1 ci-dessous le rôle tenu par les exportations de bien manufacturés vis-à-vis du taux de croissance du produit national de la G.B. – Le taux de croissance des exportations est constamment en avance sur celui du produit national, et si les taux s'accroissent, ce n'est qu'en raison de la possibilité croissante d'écouler les surplus des manufactures anglaises sur des marchés coloniaux en fonction de leur aménagement politique (colonisation ou décolonisation selon le cas : U.S.A.) et économique. Le mérite de l'analyse de Fritz ex. Sterberg (19) est de nous donner l'image de cet aménagement économique par destruction des secteurs de production précapitalistes concurrençant les produits exportés par la métropole, destruction allant jusqu'au rejet de la main d'oeuvre de la ville vers la campagne en Inde à cette époque. (voir tableau N° 1, page 184)

Un des enseignements fondamentaux à retirer de ces données est l'accélération brutale du taux de croissance de 1780 à 1800 – 4,6% pour les exportations, 2,1% pour le produit national – à un moment où les exportations britanniques s'orientent pour 70% vers le tiers-monde, défini ici comme des territoires dominés politiquement et économiquement.

En fait, une analyse par grandes catégories de produits exportés nous donne deux périodes d'industrialisation de la G.B., 1720 – 1760 et 1780-1800. Le trou des années 1760-1780 s'explique par la guerre d'indépendance des U.S.A., ce qui a limité fortement les possibilités d'industrialisation ; le rôle du commerce extérieur avec les nations moins développées n'en est que davantage affirmé. Ces deux périodes d'industrialisation, qui coïncident avec des phases de réorientation géographique du commerce extérieur de la G.B. (cf. tableau 4), sont industrialisantes car les produits exportés, à fort taux de croissance, sont des produits manufacturés dont les bases d'établissement vont être vitales pour la croissance du produit national de la G.B. au XIXème siècle, industrie textile et industrie métallurgique. On remarquera dans le tableau 2 le taux de croissance annuel particulièrement élevé pour la période 1780-1800 des cotonnades (14,1%), des fer et acier (5,1%), et autres métaux ouvrés (5% en moyenne).

Le recours au seul marché intérieur, marché agricole en l'occurrence, n'aurait pas permis un tel développement des forces productives. Cette contrainte du marché intérieur est mise en évidence dans le tableau 3 où le taux de croissance du produit agricole (colonne 4), c'est-à-dire de son surplus, vient effectivement étroitement limiter le taux de croissance des industries uniquement orientées vers ce marché (colonnes 2).

Tableau 1 -- Taux de croissance annuel du commerce extérieur et du produit national de la Grande-Bretagne au XVIIIème siècle.

Années (moyennes décennales centrées sur)	Exportations		Importations		Produit National	
	en £ (000)	Taux de croissance annuel	en £ (000)	Taux de croissance annuel	Base 100	Taux de croissance annuel
		sur 100 ans		sur 20 ans		
1700	3507		4989		100	
1710	4557		4612		108	
1720	4835	1,6%	5803	0,7%	108	0,4%
1730	4243		6834		110	
1740	6075	1,1%	6535	0,6%	115	0,3%
1750	7961		7007		125	
1760	9622	2,3%	9272	1,8%	147	1,2%
1770	9843		11890		144	
1780	8689	0,5%	11769	1,2%	167	0,6%
1790	14205		19529		190	
1800	21233	1,8%	24306	1,6%	251	0,9%
					en 1700	

Source : Données calculées d'après P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth -- 1688 - 1959 - Trends and structure », Cambridge, Cambridge, University Press. 1962, p. 48 et p. 78

Tableau 2 — Taux de croissance annuel des différentes composantes des exportations de la G. B. au XVIIIème siècle

A. Industrie textile	Années	Industrie de la laine en £ (000)	Taux de croissance annuel		En pour-tage des exportations	Industrie du coton en £ (000)	Taux de croissance annuel		En pour-centage des exportations	Pourcentage total de l'industrie textile (coton laine)															
			sur 100 ans	Par période			sur 100 ans	Par période																	
B. Industrie métallurgique	1700	2427	10%	32%	69,2	16	6,0%	14,1%	0,4	69,6															
	1720	3106									2,0%	64,2	15	3,0%	1,7	49,6									
	1750	3823															47,9	38	16,2	4,3	43,0				
	1760	4614																				38,7	388	25,3	55,1
	1780	3363																							
1800	6323	10%	32%	29,8	5371	6,0%	14,1%	25,3	55,1																
Années	Fer et acier en tous		Taux de croissance annuel		Cuirre ouvré en tous	Taux de croissance annuel		Bronze en tous	Taux de croissance annuel																
	Sur 100 ans	Par période	en tous	Sur 100 ans		Par période	en tous		sur 100 ans	Par période															
	1700	1829	2,7%	5,5%	52	4,6%	5,4%	63	4,0%	5,5%															
	1720	2446	3,6%	5,5%	86	5,2%	5,4%	110	4,0%	5,5%															
	1750	8684			327			739																	
	1760	9838	2,7%	5,5%	650	4,6%	5,4%	936	4,0%	5,5%															
	1780	11574			1519			1104																	
1800	30717	2,7%	5,5%	4450	4,6%	5,4%	3323	4,0%	5,5%																

Source : D'après P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth » ouvr. Cité, p. 53

**Tableau 3 – Evolution des composantes du
Produit National de la Grande-Bretagne du XVIIIème siècle**

Base 100 : 1700

Années (moyennes décennales centrées sur)	Industries orientées vers les marchés extérieurs 1	Industries orientées vers le marché intérieur 2	Produit de l'industrie et du commerce 3	Produit de l'agriculture 4	Produit National 5
1700	100	100	100	100	100
1710	108	98	104	104	108
1720	125	108	118	105	108
1730	142	105	127	103	110
1740	148	105	131	104	115
1750	176	107	148	111	125
1760	222	114	179	115	147
1770	256	114	199	117	144
1780	246	123	197	126	167
1790	383	137	285	135	190
1800	544	152	387	143	251

Source : P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth », ouvr. cité, p. 78

Le modèle d'industrialisation de la G.B. est un modèle impérialiste, dans la mesure où la levée de la contrainte interne est obtenue par une réorientation des exportations tout au long du XVIIIème siècle vers des territoires dominés, comme cela apparaît dans le tableau 4 : l'Amérique du Nord (Canada et U. S. A.) qui n'intervenait que pour 5,7% comme débouché des exportations britanniques en 1700 absorbe près d'un tiers de celles-ci à la fin du siècle. L'Inde suit une voie parallèle, 7,1% en 1700, 34,3% en 1947. On notera que l'Afrique représente un marché marginal au XVIIIème siècle, et c'est la disparition du marché américain, comme marché dominé, qui explique son exploitation au XIXème siècle. De surcroît, cette orientation du commerce extérieur amène dans les marchés d'absorption du surplus du M.P.C. une destruction des secteurs de production qui fausse tout le mécanisme de la reproduction élargie du capital social, notamment en Inde.

Il est évident que de nos jours, par l'aménagement de l'absorption interne du surplus monopoliste, le tiers-monde perd une des fonctions de la domination économique, ce qui explique la part décroissante tenue aujourd'hui par les échanges entre pays développés et pays sous-développés dans le commerce

mondial ; mais, ceci ne signifie pas la fin de l'impérialisme, la domination économique poursuivant d'autres objectifs.

D'ailleurs, le tableau 4 fait apparaître une réorientation des importations identique à celle des exportations : le tiers-monde qui ne concourt que pour 33,5% dans l'approvisionnement en matières premières et agricoles de la G.B. en 1700 fournit 57,6% de celles-ci en 1797. Les importations en provenance de nations moins développées apparaissent comme le moyen d'obtenir la cohérence de l'appareil production capitaliste. Le point, qui va suivre, même s'il est moins important au XVIIIème siècle, ne doit pas être ignoré dès cette époque. (voir tableau N° 4, page 188)

b – Rôle du commerce extérieur avec les pays moins développés pour la réallocation des facteurs de production du M.P.C.

De notre exemple précédent, si internationalement 1 montre = 1 quintal de blé – soit 20 heures de travail du pays développé s'échangent contre 80 heures de travail du pays moins développé – cela signifie qu'à l'intérieur du M.P.C. le temps de travail socialement nécessaire se trouve complètement redéterminé pour les besoins de la reproduction élargie du capital social, en modifiant les quotas respectifs de l'allocation du facteur travail entre la branche agricole et la branche industrielle.

Se libérant de la contrainte agricole pour l'entretien de la valeur de la force de travail, c'est-à-dire comme déterminant de cette valeur (20), le M.P.C. va altérer peu à peu le rapport d'échange international de sorte que l'équivalence interne – 20 heures de travail du produit montre s'échangeant contre 20 heures de travail agricole – exprime un nouveau rapport : 1 montre = 1,5 quintaux de blé. La production agricole interne supportera difficilement cette nouvelle équivalence, notamment les exploitations marginales, et une certaine quantité de facteur travail se trouvera rejeté de l'agriculture vers l'industrie.

On observera que la réallocation des facteurs ne peut s'opérer qu'à travers le procès de formation de la valeur – concept central – que l'analyse théorique a trop souvent vulgarisé, en posant qu'une heure de travail s'échange toujours contre une heure de travail. Mais, ce qui est important, c'est que l'on ne doit pas oublier l'utilité sociale de cette heure de travail, *base de l'équivalence*. Le propre du M.P.C. est de déterminer pour ses besoins cette utilité, et de nier la valeur du travail de certaines branches de production par les relations impérialistes avec le tiers-monde.

L'impérialisme n'est pas seulement une exploitation du travailleur des pays moins développés, mais encore des pays développés eux-mêmes : l'impérialisme est lié à un phénomène universel d'exploitation de la force de travail, et de négation de la dignité de celle-ci.

Qu'on veuille bien nous excuser d'insister à nouveau sur des périodes telles que le XVIIIème et le XIXème siècles, *périodes méconnues*, pour soutenir cette détermination du temps de travail socialement nécessaire par l'échange international avec les pays moins développés.

Les tableaux 5 et 6 ci-après soulignent la libération du facteur de travail de l'agriculture vers l'industrie, libération s'accélégrant à la fin du XVIIIème et au

Tableau 4 – Distribution géographique du commerce extérieur de la Grande-Bretagne au XVIIIème siècle

En provenance de	Importations Anglaises (1)			Importations Britanniques (2)				
	1700-1	1730-1	1750-1	1772-3	1772-3	1780-1	1789-90	1797-8
Europe (3)	66,5	56,2	54,2	45,1	44,8	60,3	51,7	42,4
Amérique du Nord	6,3	9,0	11,2	11,6	14,5	1,9	7,3	7,1
Inde	26,8	34,2	33,6	42,5	39,9	36,3	39,5	49,2
Reste du Monde-(4)	0,4	0,6	1,6	0,8	0,8	1,5	1,5	1,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A destination de	Ré-exports anglaises (1)			Ré-exports Britanniques (2)				
	1700-1	1730-1	1750-1	1772-3	1772-3	1780-1	1789-90	1797-8
Europe (3)	85,1		79,9			77,4		88,6
Amérique du Nord	5,1		11,2			12,4		3,1
Inde	6,8		6,1			8,3		4,7
Reste du Monde (4)	3,0		2,8			1,9		3,6
Total	100,0		100,0			100,0		100,0
A destination: de	Exportations (1)			Exportations Britanniques (2)				
	1700-1	1730-1	1750-1	1772-3	1772-3	1780-1	1789-90	1797-8
Europe (3)	85,2	81,9	77,0	49,3	49,1	55,7	47,4	29,9
Amérique du Nord	5,7	6,7	10,6	25,3	26,0	16,5	23,0	32,3
Inde	7,1	9,4	11,4	20,4	20,0	25,8	25,9	34,3
Reste du Monde (4)	2,0	2,0	1,0	5,0	4,9	2,0	3,7	3,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : D'après P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth »ouvr. cité, p. 87

- 1) Angleterre, Pays de Galles
- 2) Angleterre, Pays de Galles, Ecosse
- 3) Continent européen Irlande
- 4) Afrique, Iles de l'Atlantique Nord, etc...

**Tableau 5 – Production, exportation et importations de blé
de la Grande-Bretagne (1700-1820)**

Moyennes décennales centrées sur	Production nette de la G.B.	Consommation intérieure nette de la G.B.	Importations (-) Exportations (+)
1700	13293	13109	+ 184
1710	13820	13457	+ 362
1720	13993	13502	+ 491
1730	13723	13381	+ 343
1740	13855	13334	+ 522
1750	14821	13815	+ 1006
1760	15265	14780	+ 485
1770	15617	15867	- 250
1780	16706	16945	- 238
1790	17884	18556	- 672
1800	18991	20305	- 1313
1810	21988	23196	- 1202
1820	25086	27198	- 2112

Source : P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth » op. cité, p. 65

**Tableau 6 – Migrations de populations en Grande-Bretagne (1700-1830)
gains (+), pertes (-)**

	1701 - 1751	1751-1781	1781-1801	1801-1831
1 - Comtés agricoles	- 232478	-113826	-251285	-379044
2 - Comtés mi-agricoles,mi-industriels	- 315839	-215081	-125678	-340522
3 - Comtés industriels	+ 545630	+330119	+379250	+716187

Source : P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth », ouvr. cité, pp. 108-109

Tableau 7 – Evolution des salaires nominaux en Grande-Bretagne au XIXème siècle.

	Salaires nominaux	
	Base 100 : 1840 (1)	Base 100 : 1850 (2)
1790	70	
1795	82	
1800	95	
1805	109	
1810	124	
1816	117	
1820	110	
1824	105	
1831	101	
1840	100	
1845	98	
1850	100	100
1855	117	116
1860	115	114
1866		132
1871		137
1874		155
1877		152
1880		147
1883		150
1886		148
1891		162
1896		162

Source : D'après P. Deane and W.A. Cole : « British Economic growth », ouv cité, pp. 23-25

début du XIXème siècle, au moment où l'industrie britannique découvre que la principale contrainte à la croissance n'est plus principalement la dimension du marché intérieur, mais la disponibilité en facteurs de production, notamment le facteur travail (21). Le commerce international est le moyen, par les importations, de concurrencer la production agricole interne du M.P.C. en éliminant les petites exploitations ne pouvant supporter le nouveau rapport d'échange. On s'aperçoit ainsi dans le tableau 5, que la G.B., d'exportatrice de blé, devient importatrice, ce qui va lui permettre d'abaisser la valeur de la force de travail. Dans le tableau 7, alors que, de 1790 à 1810, les importations de blé ne sont pas encore suffisantes pour abaisser la valeur du travail, à partir de 1810 le salaire nominal tombe de l'indice 124 à l'indice 88 en 1845. En 1860, le salaire nominal est encore au niveau de celui de 1810. On comprend bien la portée des corn laws, consommant ce processus.

1) Série Grande-Bretagne.

2) Série Royaume Uni

Tout le procès de la reproduction élargie du capital social de la G.B. s'en trouve affecté, en orientant l'accumulation vers la production des moyens de production. En effet, le temps de travail socialement nécessaire, allouant le facteur entre les différentes branches, est déplacée en raison de la domination économique vers les sphères plus productives. Si, sur un total de 1 000 unités de travail, avant échange international, 500 unités vont à la section 1 (biens de production) et 500 unités à la section 2 (biens de consommation), l'ouverture des échanges, par exploitation des pays moins développés, va déplacer l'équivalence de façon telle que 250 unités de la section 2 passeront à la section 1. De même, à l'intérieur de la section des biens de consommation, il faut distinguer les branches dynamiques des branches régressives, et la réallocation peut s'opérer uniquement à l'intérieur de cette section.

De plus, c'est un phénomène continu, car, à chaque fois que le contenu du procès de formation de la valeur vient bloquer le mécanisme d'accumulation, le M.P.C. va réagir en rejetant vers le tiers-monde les activités qui freinent son développement.

J'aimerais insister sur le fait que la détermination — quelle qu'elle soit — du salaire réel ne rend nullement compte de la valeur de la force de travail, car celle-ci dépend du coût d'entretien de cette force, liée au temps de travail socialement nécessaire déterminant ce coût. Or, ce coût est biaisé, non pas au bénéfice du travailleur, mais au bénéfice de la reproduction élargie du capital du M.P.C. par les relations impérialistes. Ce qui est certain, c'est qu'en raison du développement des forces productives, le coût d'entretien de cette force — soit sa valeur — baisse, mais le salaire réel — c'est-à-dire le niveau de vie du travailleur — ne paraît pas un critère de cette valeur.

B — Mode de production capitaliste à dominante monopoliste et impérialisme

Le modèle de fonctionnement du M.P.C. à dominante monopoliste n'est plus principalement concerné par la loi de baisse du taux de profit, qui ne continue de se manifester que par rapport à l'instance concurrentielle des petites et moyennes entreprises, trouvant dans le tiers-monde un moyen d'augmenter la valeur réelle de leurs produits. La négation de la loi ne s'exerce plus au niveau global du système, par les relations d'échange avec le tiers-monde, mais à celui de la politique d'innovation de la firme géante (22), qui est essentiellement une politique de négation de la valeur du capital en ce sens que la valeur du capital incorporé décroît dans celle du produit. La dévalorisation du capital, sur laquelle insistent à juste raison les marxistes, ne s'obtient pas au niveau du système par l'exportation des capitaux — ce qui ne peut être qu'un cas marginal d'allègement — mais par la politique d'innovation.

Mais alors, que devient l'impérialisme puisque sa fonction première et traditionnelle — du moins celle du M.P.C. à dominante concurrentielle — disparaît ?

Il ne meurt pas pour autant, et, au contraire, il développe à plein ses effets à partir du contenu de la domination économique sur laquelle nous ne reviendrons pas.

Les différentes fonctions du commerce extérieur avec les pays moins développés dans le M.P.C. à dominante monopoliste sont, selon leur ordre d'importance :

- la réallocation des facteurs de production ;
- le processus de négation de la valeur du capital constant – processus conjoint à celui de la politique d'innovation concernant l'appareil de production – par abaissement de la valeur des matières premières ;
- l'aménagement de débouchés internes au surplus monopoliste par les dépenses militaires ;
- la baisse de la valeur de la force de travail grâce aux importations de biens alimentaire (aujourd'hui l'importation de certains biens de consommation *manufacturés est compatible avec cet objectif*)

1) L'impérialisme économique ne se ramène pas au problème de l'absorption du surplus par les dépenses militaires qui – nous en concevons (23) – jouent un rôle important, mais non déterminant.

Si, pour Baran et Sweezy, le bon fonctionnement du M.P.C. des U.S.A. est dû à l'ampleur des dépenses militaires, nous sommes en droit de leur retourner leur question au sujet du M.P.C. : « Sur quoi dépenser ? » (24) en leur opposant le champ ouvert aux dépenses par la course à la conquête de l'espace.

L'impérialisme, ce n'est pas également l'exploitation ou le pillage du tiers-monde en matières premières et énergétiques. Certes, ceci est important, mais non déterminant, car la conquête de l'énergie atomique risque de libérer le M.P.C. d'une telle contrainte.

De même, on ne peut ramener l'impérialisme à une diminution de la valeur de la force de travail des pays développés, et Karl Marx a déjà souligné que le capitalisme était en mesure de le faire à partir de ses éléments internes par un développement excessif du secteur des biens de consommations. Là encore, les relations du tiers-monde allègent le fonctionnement du M.P.C., mais il n'est guère sérieux de définir l'impérialisme sur cette unique fonction.

En vérité, même en combinant ces différents éléments pour délimiter l'impérialisme, celui-ci apparaît inconsistant et toujours susceptible d'être nié par une réorganisation du modèle de fonctionnement du M.P.C.

2) L'impérialisme économique, c'est le plein développement d'une fonction que nous avons dégagée précédemment, le processus de remodelage du temps de travail socialement nécessaire pour les besoins du M.P.C.

Aujourd'hui, livré à lui-même, il n'est pas certain que le M.P.C. ne puisse planifier ses débouchés internes, mais ce qu'il ne peut pas, c'est enlever sa *rationalité capitaliste*, (25) au temps de travail socialement nécessaire commandant l'allocation du facteur travail – et son corollaire le capital – dans les différentes branches de production. Aussi, la soupape de sûreté demeure – et pour longtemps – les relations d'échange avec le tiers-monde sur lequel le rejette les activités non rentables : industries extractives, productions alimentaires. L'exportation de capitaux, support de ce rejet, est bien une dévalorisation du capital, mais celle-ci a un autre contenu que celui qui lui est attribué le plus souvent. On observera, en fait, que les fonctions analysées précédemment se ramènent indirectement à ce processus de rejet.

Aussi, le M.P.C. a, de nos jours, la tendance à allouer au tiers-monde un certain nombre de production, allant du minerai de fer aux biens de consommation, qui sont caractérisées, soit par leur faible progressivité technique, soit par leur haute composition organique du capital.

On comprend, par suite, que les relations d'échange avec les pays sous-développés représentent une part décroissante des échanges extérieurs des pays capitalistes, car ce sont uniquement les produits rejetés – dont la valeur décroît – c'est-à-dire les importations qui deviennent un élément important du fonctionnement du M.P.C., les exportations n'ayant plus qu'un rôle secondaire. Mais, par là, les pays sous-développés sont davantage dominés par le M.P.C., et leur développement économique davantage menacé.

En conclusion, c'est dans la réallocation des facteurs de production à travers la détermination du temps de travail socialement nécessaire que l'impérialisme trouve sa constante, et non dans la loi de baisse du taux de profit. En outre, c'est aujourd'hui plus qu'hier que le niveau de développement économique des pays sous développés subit les effets de la domination du M.P.C. et il nous faut dégager la mise en oeuvre de l'exploitation et ses conséquences sur le développement économique de ces nations.

Université de Grenoble.

NOTES

(2) V.I. Lénine : « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Moscou, Editions en langues étrangères, 1947, p. 111.

(3) Ibidem, p. 112.

(4) On emploiera dans ce qui suit l'abréviation M.P.C. pour mode de production capitaliste.

(5) Sur les différentes approches de l'impérialisme, cf. Jacques Freyssinet (« Le concept de sous-développement », Paris, Mouton et Cie, 1966), Chapitre 8 : La théorie marxiste de l'impérialisme, pp. 198-219.

(6) Paul A. Baran et Paul M. Sweezy : « Le capitalisme monopoliste – Un essai sur la société industrielle américaine », Paris, François Maspero, 1968.

(7) On trouvera notamment cette thèse dans le Revue « Economie et Politique ».

(8) Pour une histoire de la pensée économique sur l'impérialisme, on se reportera par exemple à :
– Jean Duret : « Le marxisme et les crises », Paris Gallimard, 1933, pp. 41-72 (« des théories de l'impérialisme »).

– Michel Moret : « Impérialisme et domination », Revue d'Economie Politique, novembre-décembre 1952, pp. 1014-1048.

(9) Nicos Poulantzas : « Pouvoir politique et classes sociales », Paris, Maspero, Les textes à l'appui, 1968.

(10) S : surplus économique,

PV : profit

PV : dépenses gouvernementales civiles

PV : dépenses militaires,

(11) Charles Bettelheim (« Planification et croissance accélérée », Paris, François Maspero, 1965) a montré l'efficacité d'une politique de développement économique fondée sur la notion du surplus (chapitre 6 : Le surplus facteur de base d'une politique de développement, pp. 91-123).

(12) Karl Marx : « Le Capital », Paris, Editions Sociales, 1960, Tome 6, p. 249.

(13) L'avantage comparatif n'a une signification que sur le plan des valeurs d'usage. Cf. notre ouvrage précité, chapitres 1 à 3.

(14) Cf. Charles Bettelheim, Préface à l'ouvrage d'A. Emmanuel : « L'échange inégal », à paraître chez Maspero (document communiqué par l'auteur).

(15) Cf. par exemple dans l'oeuvre de Karl Marx, le texte sur la fixation des « quotas de la totalité du temps de travail social revenant aux diverses sphères de production particulières », Le Capital, Editions Sociales, Tome 8, p. 27.

(16) Grâce à cette approche, il est possible d'expliquer pourquoi les U.S.A., le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande aient pu se soustraire à la domination économique et ses conséquences, le non-développement. Le peuplement de ces nations, à base de migrants des pays développés, impliquait le *transfert progressif* des instances du M.P.C. (économique, politique, idéologique, sociale) avec l'inclusion d'une détermination non altérée du temps de travail socialement nécessaire, ce qui assurait sa comptabilité avec une reproduction élargie du capital social, soit le développement économique lui-même. Une seule nation échappe a priori à cette explication, le Japon ; mais il serait intéressant de voir pour quelles raisons le processus de formation de la valeur n'a pas été occultée dans ce cas.

(17) Cette relation n'est étroite que dans la phase première d'industrialisation.

(18) Toute la construction d'Adam Smith révèle cette solution, même si l'Histoire de la Pensée Economique la passe sous silence, et pour cause. Cf. le chapitre I de notre ouvrage.

(19) Fritz Sternberg : « Le conflit du siècle – Capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire », Paris, Editions du Seuil, 1958, 670 pages.

(20) La valeur de la force de travail ne dépend pas du niveau des salaires, même réels – à moins que cela ne désigne le point ci-après – mais du coût d'entretien de la force de travail. Ainsi Karl Marx écrit : – « le temps de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier ne peut pas être abrégé en abaissant son salaire au-dessous de la valeur de sa force, mais seulement en réduisant cette valeur même »,

– « Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter les branches d'industries dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire les industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, ou les moyens de production de ces marchandises. » Karl Marx, Le capital, Paris Edit. soc., Tome 2, pp. 9 et 10.

(21) La construction théorique de David Ricardo révèle cette problématique. Cf. notre ouvrage précité, chapitre 2

(22) Cf. P.A. Baran and P.M. Sweezy : « Le Capitalisme monopoliste », ouvr. cité, pp. 89-92

(23) Claude Gruson (« Origine et espoirs de la planification française », Paris, Dunod, 1968) a montré que le M.P.C. n'était sorti de ses contradictions depuis 1929 que grâce aux politiques d'armement. Cf. p. 25 : « Comment est-on sorti de la crise ? On en est sorti par la guerre ».

(24) P.A. Baran et P.M. Sweezy, ouvr. cité, p. 198 .

(25) La rationalité capitaliste, c'est comme le rappelle Yves Barel (« Eléments d'analyse de la rationalité collective et essai d'application à la recherche scientifique et technique », Grenoble, Institut Economique et Juridique de l'Energie, Octobre 1968, document photocopié, 208 pages) « l'économie de temps. ... L'économie de temps, c'est la possibilité de répartir Le temps de travail entre les différents biens et services ... conformément aux besoins exprimés de la société (capitaliste) » (p. 26).

Mais cette rationalité capitaliste devient irrationnelle, hors du système, par égard aux besoins exprimés par les hommes : « Ce qui manque au capitalisme, c'est un mécanisme global et rationnel permettant de répartir le temps humain conformément aux besoins de l'homme » (Ibidem, p. 26).